

Chapitre 1

Présentation du droit du travail

QCM

Parmi les propositions ci-dessus choisir la réponse qui convient.

1. De quand date le code du travail ?

d. 1910

2. L'article L. 6221-1 du code du travail se trouve :

b. dans la sixième partie, Livre II, Titre II, Chapitre premier

3. Le droit du travail concerne :

c. les agents EDF

4. Le droit du travail a :

a. des sources imposées aux partenaires sociaux

b. des sources négociées par les partenaires sociaux

5. Les accords de Matignon ont fixé la durée du travail à :

a. 40 h

VRAI/FAUX

Les affirmations proposées sont-elles vraies ou fausses ?

1. L'OIT institution spécialisée de l'ONU élabore des conventions qui s'appliquent aux États membres.

VRAI

2. Les règlements communautaires ne s'appliquent pas directement aux entreprises françaises car ils n'ont pas la primauté sur les lois internes.

FAUX

3. Un usage peut être dénoncé par l'employeur à condition d'en informer l'inspecteur du travail.

FAUX

4. Un accord d'entreprise peut contenir des dispositions plus favorables que celles des lois en vigueur. Il peut aussi déroger à certaines dispositions d'ordre public.

FAUX

5. Le règlement intérieur est établi en commun par l'employeur et le comité d'entreprise.

FAUX

EXERCICE 01.01

1. Résumez les faits et la procédure

1 – Les faits et la procédure

M. X a été licencié pour inaptitude et impossibilité de reclassement. Il demande à la société Chiaradia devant les prud'hommes le versement de sommes au titre de primes d'usage..

L'affaire est ensuite portée devant la cour d'appel de Dijon qui déboute M. X de sa demande le

29 janvier 2015.

MX se pourvoit en cassation. Le 11 janvier 2017 la Cour de cassation rend un arrêt de rejet du pourvoi

2 – Justifier la décision de la Cour de cassation

La Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

Un usage d'entreprise se caractérise par sa constance, sa généralité et sa fixité. C'est au salarié qui invoque un usage d'en établir l'existence.

Or le salarié n'a pas établi que les primes demandées constituaient un usage d'entreprise, n'ayant pas démontré leur caractère de constance, généralité, fixité.

La Cour d'appel a vérifié l'existence de ces critères et n'en a pas déduit qu'il s'agissait de primes d'usage.

La Cour de cassation considère que le moyen n'est pas fondé et elle rejette le pourvoi.

